

# REVUE DE MARCHÉ

## FACE À UN MONDE EN SURCHAUFFE, QUELS IMPACTS SUR LE MARCHÉ DE L'ASSURANCE ?

21 SEPTEMBRE 2023 - PARIS

CONTEXTE

*Le 21 septembre, Bessé a réuni trois intervenants lors d'un déjeuner organisé à l'Automobile Club de France. François Gemenne, Politologue et chercheur, membre du GIEC, Gilles Moëc, Chef économiste du groupe AXA et Responsable de la Recherche d'AXA IM et Christophe Parizot, Directeur des marchés entreprises de Bessé ont livré leur point de vue sur l'impact d'un monde en surchauffe sur le marché de l'assurance. Un événement animé par Hugo Ronsin du cabinet Boury, Tallon & Associés, qui a rassemblé 110 participants.*





## Introduction de la conférence

Par Paolo CRESTANI, directeur Bessé Industrie & Services



“ Bonjour à toutes et à tous. Nous sommes ravis de vous accueillir dans ce lieu prestigieux.

Le thème s'inscrit dans la vision globale que nous devons avoir du marché. Plus spécialement, alors que débute la campagne des renouvellements 2024, il nous a semblé pertinent de nous intéresser à l'impact du réchauffement climatique et, au-delà, aux transitions en cours sur les risques des entreprises, et bien sûr, au marché de l'assurance et à ses nouveaux défis.

Nous sommes tous témoins des manifestations plus ou moins graves du changement climatique. Nous avons demandé à François Gemenne, politologue enseignant à Sciences Po et à HEC, corédacteur du 6e rapport du Giec, de nous éclairer sur ses conséquences pratiques sur la vie des entreprises. Cette modification majeure de l'environnement entraîne des transformations. La baisse de la consommation de charbon en est une, elle s'accompagne d'investissements dans de nouveaux moyens de production de l'énergie, mais aussi dans de nouvelles dépendances. Pensons, par exemple, à la dépendance des voitures électriques au lithium, dont personne ne parlait il y a vingt ans.

De nouvelles concurrences s'affirment, notamment en provenance de Chine, s'agissant de la construction automobile en particulier.

L'assurance irrigue chaque espace de la vie économique. Partant, le positionnement des grands acteurs de l'assurance face à une marche du monde perturbée est particulièrement éclairant. Nous avons la chance de recevoir également Gilles Moëc, chef économiste du Groupe AXA. Il nous expliquera comment le groupe AXA entend affronter ces défis.

Enfin, nous demanderons à Christophe Parizot, directeur des marchés entreprises chez Bessé, de conclure en évoquant les perspectives pratiques à court et moyen terme sur le marché. Il s'agit de vous permettre en tant que gestionnaires de risques et acheteurs d'assurances d'élaborer vos politiques de manière éclairée.



## **Quel est l'état des travaux du Giec sur ce thème ? Pouvez-vous nous rappeler les grands enseignements du dernier rapport du Giec ?**

François Gemenne, . politologue enseignant à Sciences Po et à HEC,  
corédacteur du 6e rapport du Giec

“

Je vais m'efforcer d'être synthétique. Le dernier rapport du Giec contient 10 000 pages et synthétise environ 70 000 articles scientifiques. Trois points sont essentiels. Ils sont parfois mal compris dans le débat public et, partant, sont susceptibles de mal orienter notre action contre le changement climatique.

Le premier tient dans l'idée essentielle qu'il ne faut pas traiter le changement climatique comme une crise. Le changement ne va pas disparaître. Même si nous cessons toutes nos émissions de gaz à effet de serre, il n'y aura pas de retour en arrière, et nous ne connaissons pas de notre vivant une baisse des températures. Nous sommes face à une transformation profonde et durable des conditions de vie sur la Terre. Cela appellera des transformations tout aussi profondes de nos sociétés et de nos économies. Traiter le changement climatique comme une crise reviendrait à reproduire l'erreur fatale de l'entreprise Kodak face à l'arrivée de la photo numérique. Kodak ne voyait dans cette innovation qu'un phénomène passager.

En conséquence, cela requiert des réponses économiques et politiques de long terme. Et je me garderai bien de la tentation autoritaire qui consiste à demander au Giec d'imposer les mesures qui s'imposent. Rien ne prouve qu'un bon scientifique ferait un bon décideur. Surtout, imposer des mesures contre la volonté des gens, c'est prendre le risque que ces actions soient rejetées, et que rien n'avance. Nous allons devoir choisir ces transformations. Plus tôt nous le ferons, plus grand sera notre éventail de choix.

En résumé, il s'agit bien d'un problème graduel, et il faut se déprendre du défaitisme qui encourage surtout à ne rien faire. Au contraire, nous avons la possibilité de déterminer aujourd'hui, par nos actions, le niveau de hausse de température que nous connaissons de notre vivant. Même si le changement climatique ne va pas cesser, nous avons toutes les ressources et les connaissances qui nous permettent de décider ensemble du niveau de la hausse. C'est un point décisif où tout va se jouer.

Enfin, le changement climatique est un problème de stock et non pas de flux. Les gaz à effet de serre ont une durée de vie très longue dans l'atmosphère entre cent et quatre mille cinq cents ans. L'essentiel du CO<sub>2</sub> présent au-dessus de nos têtes a donc été produit au XXe siècle, voire au XIXe. Cela s'apparente au fait de faire couler de l'eau dans une baignoire. Même si nous ralentissons le débit du robinet, le niveau de l'eau augmente. L'arrêt du robinet ne suffirait pas non plus à évacuer l'eau restante ou à l'évaporer sans un certain délai.

Le deuxième enseignement est que le changement climatique est un problème graduel et non pas binaire. Cette réalité échappe trop souvent au débat public qui traite cette question comme une bataille qui sera gagnée ou perdue. Le problème est au contraire graduel - dans lequel chaque 1/10e de degré produit une énorme différence. Chaque tonne de CO<sub>2</sub> envoyée ou non dans l'atmosphère fera une grande différence. Plus généralement, toute action menée contre le changement provoquera une forte différence. À ce jour, la hausse de la température moyenne mondiale par rapport à son niveau d'avant la révolution industrielle est de 1,2°. Mais la température en France augmente beaucoup plus vite que la moyenne mondiale. Elle est de 1,8°.

Quand le gouvernement élabore des plans d'adaptation basés sur une hausse des températures de + 4°, cela n'a rien de catastrophiste, mais correspond à un scénario médian et cadre à peu près avec l'objectif de réduction de + 2° en moyenne annuelle mondiale, soit + 3,7° pour la France. Autrement dit, la comparaison de ce 1/10e de degré ne se fait pas par référence à la température ambiante, mais par rapport à une température moyenne annuelle, laquelle en France est de 14°. Quand nous parlons d'une hausse de température de + 2°, cela correspond à des hausses de l'ordre de +20 %, +25 % ou + 30 %. C'est considérable, et cela a des effets énormes sur l'activité économique. Nous le saisissons bien quand nous pensons à la hausse de deux ou trois degrés de la température corporelle et à ses effets énormes dans les épisodes fiévreux.

C'est dire qu'une grande dissonance cognitive nous attend. D'un côté, nous allons réduire nos émissions de gaz à effet de serre, mais les températures continueront d'augmenter tant que nous n'aurons pas atteint la neutralité carbone. Il est à prévoir que les gens douteront de l'utilité d'une action contre le changement climatique. C'est pourquoi il est crucial de matérialiser l'action climatique par des projets au sujet desquels les gens pourront se dire qu'il y a un intérêt à agir.

## **Quels sont les impacts de ce dérèglement climatique sur l'économie ?**

Les impacts concernent tous les secteurs économiques, à tous les niveaux.

Cela englobe les impacts directs liés à l'augmentation de l'intensité et de la fréquence des catastrophes naturelles. Les impacts toucheront aussi les chaînes de production de très nombreuses entreprises. Les menaces pèsent également sur les infrastructures. Pensons aux installations côtières menacées comme celles de l'aéroport de Nice dont les pistes se situent au niveau de la mer, alors que celui-ci va s'élever.

D'autres enjeux sont souvent négligés. Je pense à la productivité et à la capacité de concentration des travailleurs, y compris dans les bureaux - en corrélation directe avec le niveau des températures. Les horaires et les conditions de travail devront être adaptés. Parallèlement, de nouvelles activités vont émerger, et inversement, des métiers vont disparaître ou se déplacer potentiellement hors de France. Cela annonce un énorme chantier d'adaptation de l'économie. Dépourvus d'information suffisante, les gens se sentent parfois désespérés.

## **Quel rôle peut et doit jouer le monde de l'assurance et quels sont ses leviers d'action ?**

Il faut d'abord mentionner une responsabilité sociale du monde de l'assurance. Parmi les facteurs essentiels de la résilience de notre société au changement climatique, prend place la cohésion sociale et territoriale. Je déplore qu'aux États-Unis des assureurs désertent certaines régions comme la Californie en raison de l'inflation, du coût de construction, mais aussi du risque incendie. Or, l'assurance doit jouer un rôle fondamental dans la mutualisation des risques.

Par ailleurs, l'assurance doit également être capable de travailler avec les pouvoirs publics à la réorganisation de l'aménagement du territoire et du tissu urbain de façon à les rendre plus résilients face aux impacts prévisibles du changement climatique. J'ai été surpris d'apprendre que l'immeuble Signal à Soulac, lieu d'une érosion côtière, était encore l'objet de transactions immobilières jusqu'en 2021.

De plus, l'assurance a un rôle dans le pilotage des risques dans un contexte où les catastrophes vont coûter de plus en plus cher. Quels produits d'assurance développer pour mieux piloter les risques ? Cette question appellera de l'imagination.

Enfin, il est de la responsabilité de l'assurance de faciliter les investissements dans la transition énergétique dans les pays du sud. C'est aussi dans notre intérêt.

Certes, nous n'avons pas à dire à ces États comment se développer. En revanche, nous pouvons faire en sorte qu'ils admettent qu'ils ont intérêt à des trajectoires de développement moins carbonées. J'indique que la capacité installée en énergie renouvelable dans l'ensemble de l'Afrique est actuellement inférieure à la capacité existant en France. Le défi est donc immense.

Or, les investisseurs sont moins enclins à investir dans les pays du sud. Ils considèrent que l'environnement y est moins stable, et l'investissement plus risqué. La question demeure de définir les types d'investissement que l'assurance peut couvrir pour faciliter ces trajectoires nouvelles. Il a beaucoup été reproché, à juste titre, aux assurances d'avoir couvert des investissements dans les énergies fossiles ou dans la déforestation. Je pense qu'il est du devoir des assureurs d'accompagner la sortie progressive des énergies fossiles et de la déforestation. L'assurance doit accompagner et faciliter des investissements dans la transition énergétique, qui sont absolument nécessaires. Cela doit se faire en France, mais aussi et surtout à l'extérieur de nos frontières.





## **Gilles Moëc, comment faites-vous face à ce monde en surchauffe ?**

Gilles Moëc, chef économiste du Groupe AXA depuis juin 2019, dirige les équipes de recherche d'AXA Investment Managers



L'engagement de l'assurance n'est pas une décision philanthropique. C'est une décision de business qui entre, par ailleurs, dans la dimension sociale, et c'est un critère vital pour l'avenir de notre industrie.

Deux aspects sont à considérer. Côté passif, le réchauffement climatique a un impact très lourd sur deux paramètres principaux : la probabilité de provenance d'un sinistre et le coût. Il est clairement établi que le réchauffement a déjà un impact sur la météo quotidienne avec la survenance d'événements extrêmes. C'est évidemment un problème pour l'assurance que la modification des probabilités d'un sinistre. À cet impact s'ajoute le coût de traitement des sinistres. Cela aura une incidence forte sur la tendance de l'inflation au cours des prochaines années. Chacun sait que l'inflation tient une place centrale dans la définition de la tarification.

Côté actif, nous ne pouvons pas rester les bras ballants en attendant le net zéro. Pour des raisons défensives d'abord. Une lutte efficace contre le réchauffement climatique passera vraisemblablement par une vraie tarification du carbone et une montée du prix du carbone. C'est déjà le cas en Europe, seule région économique au monde à avoir mis en place une tarification du carbone, et en passe d'être étendue. Dans l'évaluation d'un investissement par les assureurs, la question du prix du carbone va devenir un input comme un autre. Pour les secteurs les plus carbonés, le prix du carbone à 10 euros la tonne n'a pas les mêmes conséquences sur la rentabilité à terme qu'une tonne de carbone à 100 euros, comme c'est le cas aujourd'hui. Même les acteurs les plus insensibles à la question du réchauffement climatique pour des raisons sociales ou idéologiques ne pourront pas faire l'économie de ces impacts ne serait-ce que pour l'évaluation des investissements.

Sur le plan offensif, la question est de savoir comment nos investissements contribuent à la lutte contre le réchauffement. La réponse passe par une vraie réorientation des investissements. D'abord, par la sortie d'une grande partie de nos investissements placés dans ce que nous appelons des actifs « échoués ». Ceux-ci, dans trente ou quarante ans, ne seront plus rentables, soit parce que le monde se sera réchauffé, soit parce que la lutte contre le réchauffement les aura rendus non rentables. Ensuite en développant des investissements qui vont au contraire profiter de la lutte contre le réchauffement climatique. Selon l'agence internationale de l'énergie, à l'échelle mondiale, un triplement des investissements dans la transition énergétique serait nécessaire, soit un montant de plus de 4 000 milliards de dollars. C'est une opportunité pour la réorientation des actifs.

Dans ce contexte, l'union fait la force. Il faut que l'industrie de l'assurance puisse au moins s'accorder sur des métriques communes. L'analyse de l'investissement dans le cadre climatique a longtemps été paralysée par l'absence d'accord et de données propres à définir la signature carbone d'une entreprise à un moment donné. Une collaboration a été nécessaire pour élaborer des références communes. Parallèlement, l'industrie a besoin de mettre en place des pratiques communes en matière d'engagement et de vote, par exemple.

Dans ce sens, des alliances se sont formées entre propriétaires d'actifs financiers, dont les grandes banques, entre asset managers et des alliances entre assureurs. Comme vous le savez, Axa s'en est retiré, non pas en raison d'un doute extrême à l'égard de l'engagement dans le net zéro, mais parce que nous avons fait face au problème grandissant qui affectera tous les acteurs, à savoir le divorce à l'œuvre entre les États-Unis et l'Europe sur ces sujets.

Alors que l'Europe connaît un engagement politique fort, qui ne fait pas l'objet de disputes partisans, aux États-Unis, cet enjeu suscite au contraire de très forts clivages politiques.

Les ministres de la Justice de 20 États américains ont menacé AXA de poursuites judiciaires arguant du fait que ces alliances étaient, selon eux, un moyen de réduire le degré de concurrence sur le marché de l'assurance aux États-Unis. La réponse d'Axa consiste à dire que si le point litigieux est l'alliance, Axa s'en retire, mais sans renoncer à ses propres engagements en matière de décarbonation. Cette divergence avec les États-Unis est forte. Reste qu'en Europe, l'engagement de l'industrie de l'assurance ne s'est pas modifié.

## ***Les assureurs français ont pour objectif d'atteindre la neutralité carbone de leurs actifs d'ici à 2050 : comment chez Axa agissez-vous concrètement pour décarboner vos investissements ?***

L'investissement responsable est devenu un objet extrêmement complexe et technique. Cela requiert d'abord une ligne directrice. Comme je viens de l'indiquer au sujet des alliances, notre réaction à la remise en cause des alliances des assureurs consiste à dire que nous allons encore durcir et clarifier nos objectifs généraux en matière de décarbonation.

Nous avons un engagement de réduction de l'intensité carbone de notre portefeuille d'investissements de 20 % entre 2019 et 2025. Nous allons d'abord le réaliser pour atteindre ensuite l'objectif de moins 50 % entre 2019 et 2030. Comment y parvenir et le communiquer en particulier face à une opinion publique parfois suspicieuse ? Une approche purement binaire ne réglerait rien. Celle-ci se bornerait à sortir du portefeuille les dix ou quinze plus gros producteurs de carbone. Certes, cela réduirait l'empreinte carbone de façon nette et rapide, et cela ferait l'objet d'une communication commode.

Reste que ces secteurs réussiront à se faire financer et assurer ailleurs. Cela n'arrangerait donc rien sur le plan collectif. Notre approche mise au contraire sur la sélection et l'accompagnement. Cela consiste à trouver au sein des secteurs dits « bruns » des entreprises qui ont des programmes d'investissement dont on peut apprécier de manière tangible qu'ils vont permettre de décarboner. Cela nous semble plus pertinent. Notre portefeuille a été vidé d'environ 20 %, mais nous n'excluons pas un secteur dans sa totalité. Il y a des entreprises qui actuellement posent problème, mais qui demain feront partie de la solution. Telle est l'approche granulaire que nous avons adoptée.

Par ailleurs, l'objectif est d'aller plus vite dans l'accompagnement de l'apparition des nouvelles techniques qui vont contribuer à la décarbonation. Cela vise les entreprises qui font le pari des énergies renouvelables et qui peinent au début à produire un plan d'investissement.

Enfin, au passif du bilan, il s'agit d'orienter progressivement nos clients vers la solution de la décarbonation. Dans ce sens, nous lançons des objectifs assez nets de réduction de l'empreinte carbone de nos portefeuilles assurantiels comme ceux de l'assurance automobile individuelle par exemple.

## ***L'inflation est un autre aspect de la surchauffe de l'économie. Quel est l'impact de l'inflation sur les assureurs ?***



En effet, cela a constitué la mauvaise surprise, et moi-même, je n'avais pas cru à la persistance de l'inflation, y voyant un épiphénomène lié à la réouverture de l'économie dans la séquence postépidémie. À l'évidence, c'est un peu plus compliqué. Il est d'ailleurs inquiétant de voir les pays qui, comme l'Allemagne, ont traditionnellement une approche modérée sur les salaires être aujourd'hui le théâtre d'une forte dérive salariale. Au printemps 2024, les salaires de la fonction publique allemande auront augmenté de 11 % en un an. D'épiphénomène au départ, le choc inflationniste s'est transformé en phénomène de fond.

Je pense que les banques centrales sont crédibles quand elles pensent que nous n'allons revenir que lentement à l'objectif. Au passage, il faudra accepter une certaine casse - laquelle se traduit aujourd'hui en particulier par l'augmentation des taux d'intérêt.

S'agissant plus généralement de l'impact économique du réchauffement climatique, il est possible que tout cela conduise à un surcroît d'inflation permanent. Un papier récent de la Banque centrale européenne chiffre cette hausse permanente à environ un demi-point d'inflation. Cela tient à l'urgence du contexte. En conséquence, nous devons forcer l'adoption de technologies moins carbonées, mais qui sont aussi plus chères. Pensons aux véhicules électriques. Inversement, la baisse des prix de certains produits tels que les panneaux solaires résulte d'un dumping assez massif de la Chine, et cette baisse s'est traduite par un creusement du déficit commercial des pays européens.

Comme l'a souligné François Gemenne, cette problématique va persister. Elle appelle un choix social et politique dur pour les dix ou les quinze prochaines années. Ce surcroît d'inflation lié au réchauffement climatique sera de plus en plus difficile à gérer par les finances publiques - comme c'est encore le cas aujourd'hui.

Le monde a besoin de tripler son effort d'investissement en matière de transition énergétique pour atteindre 4 000 milliards de dollars. Dans ce contexte, si la France augmente son effort d'investissement de l'ordre de 30 milliards d'euros par an conformément aux préconisations du rapport de Jean Pisani-Ferry, et que nous voulons maintenir l'investissement à un niveau stable dans les autres secteurs, cela ne peut que provoquer l'augmentation tendancielle des taux d'intérêt. Ce n'est pas une bonne nouvelle.



## **Christophe Parizot, quelle est votre vision de cet accroissement des risques et son impact en termes d'éligibilité à l'assurance ?**

Christophe Parizot, directeur des marchés Entreprises, Bessé



Les réponses doivent distinguer ce qu'on observe, ce qu'on anticipe et ce qu'on imagine. La première observation largement partagée est l'augmentation du prix de couverture des événements naturels : inondations, tempêtes, grêle, etc. Et ce n'est pas près de s'arrêter. Longtemps, la grêle ne posait pas de problème, en dehors des milieux très exposés tels que les vignobles ou les véhicules sur parc par exemple, et chacun pouvait facilement s'assurer contre ce phénomène. Aujourd'hui, la couverture du risque grêle est un sujet de discussion dans quasiment 100 % des dossiers. Cela résulte des épisodes extrêmes intervenus l'an passé en France, et qui ont causé près d'1 million de sinistre, pour un coût d'environ 5 milliards d'euros. Face à ce renchérissement des assurances, les entreprises revisitent leur politique d'implantation industrielle et leur supply chain, pour limiter au maximum l'exposition aux événements naturels.

Côté anticipation, nous repérons l'apparition de nouveaux risques. Ceux d'abord qui sont directement liés au réchauffement et provoquent des pertes d'exploitation sans dommage. Ces risques ne sont pas classiquement transférés sur le marché. Les événements extrêmes ont des impacts sur l'économie, que nous commençons seulement à découvrir.

Par exemple, un déficit d'eau dans une rivière a des effets sur les industries alentour, qui ont besoin d'eau pour le transport ou le refroidissement. Voyez la décision du canal de Panama de réduire l'intensité du trafic des bateaux. Dans l'agroalimentaire, la nature même des productions est affectée. Le déficit en eau a pour conséquence des fruits moins gros, des taux de protéines moindres, etc....

Un deuxième type de risque renvoie aux transitions énergétiques. En investissant dans les nouvelles technologies associées à l'énergie renouvelable, les entreprises ouvrent un champ nouveau sur lequel les assurances disposent de peu de statistique et de recul historique. La couverture de ces nouveaux risques est en conséquence plus difficile.

Enfin, il y a ce que nous imaginons, et certainement tout ce que nous n'imaginons pas. C'est-à-dire les risques à affronter dans cinq ou dix ans. Parmi les sujets à prévoir dans cet environnement complexe, il y aura sûrement la question de la responsabilité civile appliquée à l'économie circulaire. Qui est responsable de quoi ? Quelle responsabilité attribuer aux mandataires sociaux en matière de RSE ?

Le réchauffement climatique va engendrer des problèmes déjà évoqués en matière d'accès à l'eau et d'arbitrage de distribution aux populations, aux collectivités et aux industries. Les effets induits sur les entreprises sont nombreux : déplacement des populations, transport, crises sociales, etc. L'évolution du contexte géopolitique lui-même est potentiellement lourd d'incidences multiples encore difficilement prévisibles.



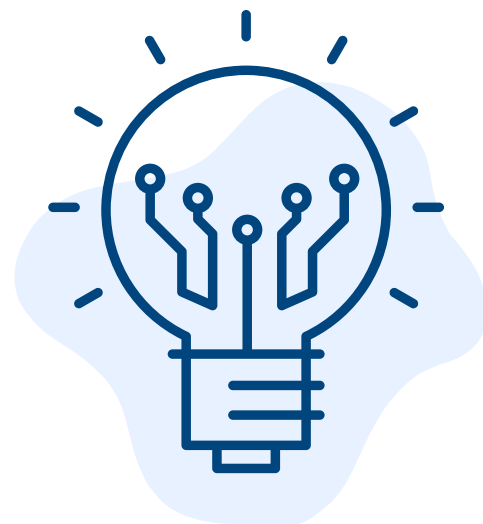
## **Après ce constat plutôt sombre, quelles solutions assurantielles pouvons-nous mettre en place pour accompagner les entreprises ?**

Sombre n'est pas le bon terme. Je suis au contraire très optimiste sur la capacité du marché de l'assurance à accompagner les entreprises sur les nouveaux risques liés au dérèglement climatique et aux politiques de transition. Certes, faute de recul historique, cela ne sera pas facile, les assureurs sont naturellement plus à l'aise lorsqu'ils disposent de statistiques.

Mais je pense qu'ils s'engageront sur le sujet, parce que ce sera leur contribution aux transitions que nous devons collectivement mener. Et s'ils ne s'engagent pas suffisamment, ou pas assez vite, nous serons là pour les pousser à dépasser leurs hésitations et à repousser les limites de l'assurance.

Plus concrètement, de nouvelles manières d'envisager l'assurance émergent déjà. Je pense notamment à l'assurance paramétrique, qui permet de constituer des capacités d'assurances tant sur les risques traditionnels que sur les nouveaux risques de Pertes d'Exploitation sans dommage. Cela n'existait pas il y a dix ans. Je pense que nous n'en sommes qu'au début. L'évolution des technologies va nous permettre d'imaginer des déclencheurs de garanties novateurs. L'analyse des risques gagnera en efficacité et en précision.

Par ailleurs, il faudra s'appuyer sur les marchés financiers dont la profondeur est supérieure aux fonds propres des compagnies d'assurances pour dégager la capacité d'assurer des événements caractérisés. Globalement, je suis assez optimiste.



## **Comment envisagez-vous les débats relatifs à l'éligibilité à l'assurance ?**

Si la question est de savoir si les assureurs vont décider d'assurer une entreprise à la lumière de son impact carbone, je dirai que ce n'est pas le cas aujourd'hui en dehors de quelques secteurs tels que l'extraction du gaz de schiste ou le charbon, où une certaine pression existe. Toutes les entreprises sont encore assurées aujourd'hui.

Bien sûr, la question se pose. Sur le marché des particuliers, la peur d'être stigmatisé devant l'opinion publique en raison du refus d'accompagner la transition énergétique existe.

Plusieurs textes récents guident l'action des compagnies d'assurance. La taxonomie verte en Europe indique dans quels secteurs investir. La prochaine directive CSRD va permettre d'élaborer des comparaisons entre les entreprises sur la base d'indicateurs et de notes.

Il est trop tôt pour savoir si les assurances s'appuieront sur ces notes pour sélectionner les entreprises à assurer.

Le sujet est complexe. Aucune entreprise n'est totalement blanche ou noire, et placer au bon niveau le curseur de l'acceptable est très difficile. Le net zéro sera sûrement remplacé par autre chose.

En tout état de cause, les assureurs ne resteront pas en dehors des évolutions, et la situation dans ce domaine doit être surveillée de près, les choses vont nécessairement évoluer.



## **Michel Josset, quelle est la vision de l'Amrae sur ces enjeux ?**

Michel Josset, administrateur de l'Amrae & directeur assurances, prévention et immobilier de l'équipementier automobile Forvia



Il est vrai que le sujet du changement climatique est multi-impactant. Pendant longtemps, nous consacrons 5 % de notre temps à la gestion du risque naturel, contre 20 à 30 % aujourd'hui. Cela englobe la gestion des risques climatiques, les risques de transition, le reporting, etc.

L'association Amrae, pour laquelle je suis en charge du sujet climat, a créé récemment six groupes de travail thématiques afin d'aider nos membres à faire face à ce challenge. Le premier groupe, Connaître, vise à identifier le changement climatique et ce qu'il se passe. Le second, Organiser, définit la façon dont le risk manager trouve sa place dans le traitement de ces enjeux. Le groupe Adaptation travaille aux risques de transition. Au sein du groupe Assurance, le travail porte sur la manière de pérenniser l'assurabilité de ses actifs. Le groupe Informer s'attache aux contraintes de reporting. Le dernier groupe est consacré à la biodiversité.



Comment agir ? S'agissant de l'adaptation, il convient d'abord de connaître son exposition et d'anticiper le profil de risques à dix ou quinze ans sur la base des travaux du Giec. Un marché de ces données s'organise, mais les cartes de risques doivent être actualisées de façon à créer un nouvel accès aux données et à ajuster l'adaptation. S'agissant de l'assurabilité, il devient de plus en plus difficile pour nous d'accéder aux capacités d'assurance. D'où la nécessité de revenir aux basiques, à savoir la prévention par l'identification des périls actuels et futurs. De la sorte, nous aiderons les entreprises à adapter chaque activité.

Une seconde question consiste à savoir comment assurer les innovations produits ou process induits par le changement climatique. Sur ces sujets nouveaux, l'assureur doit miser sur le dialogue. Les départements prévention des assureurs comptent d'excellents spécialistes ; il faut écouter leurs recommandations.

Concernant les problématiques d'investissement, la stratégie exposée par Gilles Moëc est la bonne. Il ne s'agit pas de sanctionner, mais bien de comprendre la stratégie d'une entreprise et de l'accompagner dans sa trajectoire.

La question du scoring, enfin, est essentielle. Il n'est pas question de dépendre uniquement des scorings des assureurs. Par chance, des scorings menés par des organismes tiers, OCDE, Banque de France, se mettent en place.

En conclusion, il reste beaucoup à faire. Nous n'avons pas suffisamment écouté le Giec. Mais le temps de l'action est venu et l'Amrae y prendra sa part. Le monde de l'assurance et de la gestion de risque est au cœur de l'équation.



### De la salle

- *Certains pays ne voient-ils pas le changement climatique comme une opportunité au risque de jouer contre le Giec ; et dans ce cas, pouvons-nous nous en sortir sans eux ?*

#### François GEMENNE

Certains pays voient la lutte contre le changement climatique comme une grande opportunité économique. C'est le cas de la Chine dont les niveaux d'investissement dans l'énergie solaire et le véhicule sont considérables. La Chine vise par ce moyen à acquérir une position de leader dans l'économie de demain.

D'autres pays pourraient marginalement bénéficier de certains impacts du réchauffement climatique. Pour autant, l'ouverture prochaine du passage du Nord-Est ne semble pas très utilisée par les armateurs. La libération des nouvelles terres arables en Russie et au Canada pourrait être une ressource, mais cette libération se ferait au détriment du permafrost et au prix de menaces très graves sur la santé (bactéries, échappement de méthane, etc.). Certains pays du Sahel pourraient également tirer avantage de la hausse des précipitations pour leurs rendements agricoles. Pour autant, aucun pays ne pense sérieusement qu'il pourra bénéficier d'impacts du changement climatique. Globalement, pour tous les pays l'équation sera négative.

Reste que dans les négociations, les pays ne sont pas également proactifs. La Russie joue les absents. L'Inde et l'Arabie saoudite, voire l'Australie (sur les sujets liés au charbon) freinent parce que ces pays savent que leur économie va être menacée par le changement climatique. À titre d'illustration, au cours des négociations internationales, les ONG décernent le prix ironique du fossile du jour à la délégation qui a le plus freiné et bloqué les négociations. Contre toute attente, quand l'Arabie saoudite le reçoit, comme c'est souvent le cas, son ambassadeur brandit ce prix devant la presse saoudienne pour signifier à son opinion publique que la délégation s'est bien démenée pour ralentir la négociation. Le drame est que cette stratégie fonctionne. La règle du consensus prévaut dans ces négociations. Or, ce qui initialement était destiné à faire en sorte que les petits pays très vulnérables au changement climatique ne se voient pas imposer des règles édictées par les géants chinois, européens, américains ou indiens. Le principe du consensus s'est transformé en un terrible droit de veto donné aux pays les moins-disants. La déception, qui nous gagne souvent au moment de la production du texte final du Giec, vient de cette règle du consensus qui donne la prime aux moins ambitieux.



### De la salle

- *Le métier de l'assurance se base sur la statistique des risques passés pour construire un programme de couverture des risques futurs. Or personne n'est capable de prédire les conséquences du réchauffement exceptionnel des océans. Cela ne remet-il pas en cause le modèle même de l'assurance ?*

#### Gilles MOËC

Nous disposons de moyens techniques pour suivre en temps réel des événements climatiques. C'est déjà un atout décisif pour prévenir les populations.

Ces outils tels que l'imagerie satellite serviront de plus dans des pays où les infrastructures locales ne sont pas assez développées. Par ailleurs, il y a effectivement des modifications dans le temps de la probabilité de survenance des sinistres. Mais il faut savoir que nous actualisons en permanence les modèles de prévision. Techniquement, nous savons réviser le modèle dès qu'une donnée nouvelle est intégrée. Les modèles qui vont in fine servir au pricing ne sont pas parfaits, mais bien plus performants qu'il y a dix ou quinze ans.

CB.IARD (commerciallement dénommée « Bessé Industrie & Services ») Ecrire à : 46 bis rue des Hauts Pavés – BP 80205 - 44002 Nantes Cedex 1

SAS au capital de 253 545 € -

Siège social : 135 Boulevard Haussmann 75008 Paris - RCS Paris 873 800 023

Conseil et courtier en assurances

N° Orias 07 022 453 – [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

Liste des fournisseurs actifs disponibles sur [www.besse.fr](http://www.besse.fr)